

LE PROFIL FINANCIER AUJOURD'HUI 2009-2010

Jeudi, le 19 mars 2009

Faits saillants du budget 2009-2010

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

La crise financière s'est amplifiée au point d'entraîner l'économie mondiale en récession. Cela donne lieu à une révision importante des prévisions de croissance économique.

- Le Québec est entraîné en récession en 2009. On prévoit maintenant un recul de 1,2 % du PIB.
- Retour de la croissance en 2010 à 1,9 %.

Ainsi, en tenant compte des plus récentes révisions à la croissance économique, le cadre financier montre que :

- l'équilibre budgétaire est maintenu en 2008-2009;
- le Québec réalisera un déficit budgétaire de 3,9 milliards de dollars en 2009-2010 et de 3,8 milliards de dollars en 2010-2011.

PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE

Le gouvernement annonce la mise en œuvre d'un plan de retour à l'équilibre budgétaire qui vise l'élimination du déficit d'ici 2013-2014.

Quatre initiatives sont mises de l'avant pour éliminer graduellement le déficit :

- l'établissement de la croissance annuelle des dépenses de programmes à 3,2 % à compter de 2010-2011;
- l'intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale et l'évitement fiscal;
- l'indexation de tous les tarifs non indexés à compter du 1^{er} janvier 2011 à l'exception des tarifs pour les services de garde;
- la hausse du taux de la taxe de vente du Québec de 7,5 % à 8,5 %, au 1^{er} janvier 2011.

SOUTENIR L'ÉCONOMIE D'ABORD

La stratégie gouvernementale :

- d'abord, poursuivre les efforts de soutien à l'économie pour traverser la récession et préparer la reprise économique;
- retrouver l'équilibre budgétaire lorsque la reprise sera bien amorcée.

Au total, pour 2009 et 2010 :

- les nouvelles mesures du budget, combinées à l'ensemble des initiatives annoncées au cours des derniers mois, portent à 15 milliards de dollars les liquidités additionnelles injectées dans l'économie, soit 4,9 % du PIB;
- 60 000 emplois seront maintenus par l'action gouvernementale.

Perspectives économiques au Québec

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2008	2009	2010
Produit intérieur brut réel	0,8	- 1,2	1,9
Consommation réelle	3,8	1,2	2,2
Exportations internationales réelles	- 3,4	- 8,3	2,3
Mises en chantier (en milliers)	47,9	38,8	37,3
Prix à la consommation	2,1	0,4	2,0
Création d'emplois (en milliers)	30,0	- 62,9	29,5
Taux de chômage (en %)	7,2	8,9	9,1
Marchés financiers au Canada			
Dollar canadien (en cents US)	93,3	82,4	91,6
Obligations fédérales de 10 ans (en %)	3,6	2,9	3,7
Bons du Trésor à 3 mois (en %)	2,4	0,6	1,2

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, Banque du Canada et ministère des Finances du Québec.

Cadre financier du budget 2009-2010 incluant le Plan de retour à l'équilibre budgétaire

(en millions de dollars)

	PRÉVISIONS		PROJECTIONS		
	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Revenus budgétaires	62 212	64 017	66 189	68 979	71 565
Dépenses budgétaires	- 66 093	- 68 525	- 71 492	- 74 716	- 77 354
Résultats nets des entités consolidées	355	563	688	748	873
SURPLUS (DÉFICIT) POUR LES FINS DES COMPTES PUBLICS	- 3 526	- 3 945	- 4 615	- 4 989	- 4 916
Versement des revenus dédiés au Fonds des générations	- 715	- 880	- 957	- 1 038	- 1 126
SOLDE AVANT RÉSERVE BUDGÉTAIRE	- 4 241	- 4 825	- 5 572	- 6 027	- 6 042
Recours à la réserve budgétaire	295				
Impact du Plan de retour à l'équilibre		1 065	2 933	4 759	6 130
SOLDE BUDGÉTAIRE POUR LES FINS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	- 3 946	- 3 760	- 2 639	- 1 268	88

PROGRAMMES DE FINANCEMENT

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2008-2009, les emprunts du fonds consolidé du revenu et du Fonds de financement se sont élevés à 10,3 milliards de dollars.

En 2008-2009, 6,0 milliards de dollars ont été empruntés sur le marché canadien :

- émissions publiques, 3,0 milliards;
- emprunts privés, 2,0 milliards;
- produits d'épargne, 0,5 milliard;
- programme immigrants-investisseurs, 0,5 milliard.

En 2008-2009, 41,1 % des emprunts ont été réalisés sur les marchés internationaux. Un total de 10 emprunts a été effectué dans cinq devises différentes :

- un emprunt de 1,25 milliard d'euros;
- un emprunt de 1 milliard de dollars américains;
- cinq emprunts totalisant 1,05 milliard de francs suisses;
- un emprunt de 5 milliards de yens;
- deux emprunts totalisant 712 millions de dollars de Hong Kong.

En 2008-2009, le gouvernement a effectué pour 6,0 milliards de dollars d'emprunts par anticipation.

Les emprunts du fonds consolidé du revenu et du Fonds de financement seront de 7,0 milliards en 2009-2010 et de 12,6 milliards de dollars en 2010-2011.

FINANCEMENT-QUÉBEC

Financement-Québec est une société d'État qui emprunte afin de répondre aux besoins des établissements des réseaux de la santé et de l'éducation pour le financement de leurs immobilisations.

Le gouvernement du Québec garantit les emprunts de Financement-Québec.

Les emprunts réalisés par Financement-Québec ont été de 2,7 milliards de dollars en 2008-2009.

En 2009-2010 et 2010-2011, le programme de financement prévu de Financement-Québec s'élève à 2,75 milliards de dollars.

Fonds consolidé du revenu, Fonds de financement et Financement-Québec

(en millions de dollars)

	2008-2009 ^P	2009-2010 ^P	2010-2011 ^P
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU			
Besoins (surplus) financiers nets ^{(1),(2)}	- 57	5 017	5 040
Remboursements d'emprunts	4 571	5 245	3 813
Variation de l'encaisse	- 2 413	- 5 984	-
Fonds d'amortissement des régimes de retraite et fonds dédiés aux avantages sociaux futurs - Dépôts	2 700	-	-
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽³⁾	- 1 558	-	-
Financement réalisé par anticipation	5 984	-	-
TOTAL — Fonds consolidé du revenu	9 227	4 278	8 853
FONDS DE FINANCEMENT	1 039	2 750	3 750
FINANCEMENT-QUÉBEC	2 675	2 750	2 750
TOTAL	12 941	9 778	15 353

P : Résultats préliminaires pour 2008-2009 et prévisions pour les années subséquentes.
 Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.
 (1) Excluant les entités consolidées.
 (2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
 (3) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier à l'égard des contreparties, le gouvernement a encaissé 1 558 M\$ en 2008-2009 à la suite des mouvements des taux de change. Ces encaissements diminuent les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts.

Cotes de crédit du gouvernement du Québec

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Positive
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Positive
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

DIVERSIFICATION INTERNATIONALE

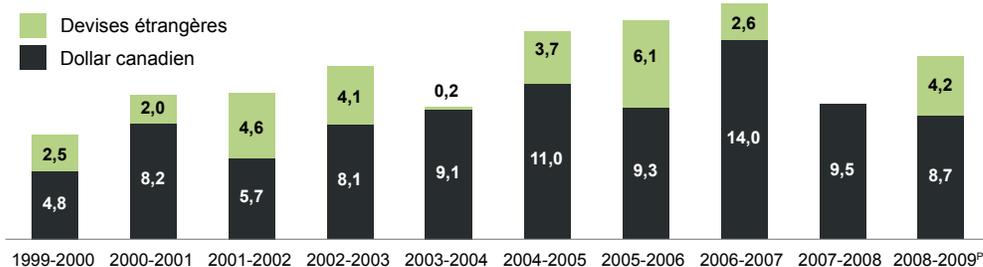
En vertu des normes découlant de l'Accord de Bâle II, les autorités de réglementation étrangères peuvent accorder un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec, permettant ainsi aux institutions financières de détenir ces titres sans affecter leur capital requis.

À ce jour, 15 pays accordent un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec.

Au cours des 10 dernières années, en moyenne, le quart des emprunts du Québec ont été réalisés en devises étrangères.

Emprunts du gouvernement du Québec réalisés par devise⁽¹⁾

(en milliards de dollars)



P : Résultats préliminaires.
 (1) Emprunts du fonds consolidé du revenu, emprunts pour le Fonds de financement et emprunts de Financement-Québec.

LE PROFIL FINANCIER AUJOURD'HUI

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
 12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
 Québec (Québec) G1R 5L3
 Téléphone : 418 691-2250
 Télécopieur : 418 646-0923
 Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Finances
 Québec

